	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour une carte communale</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

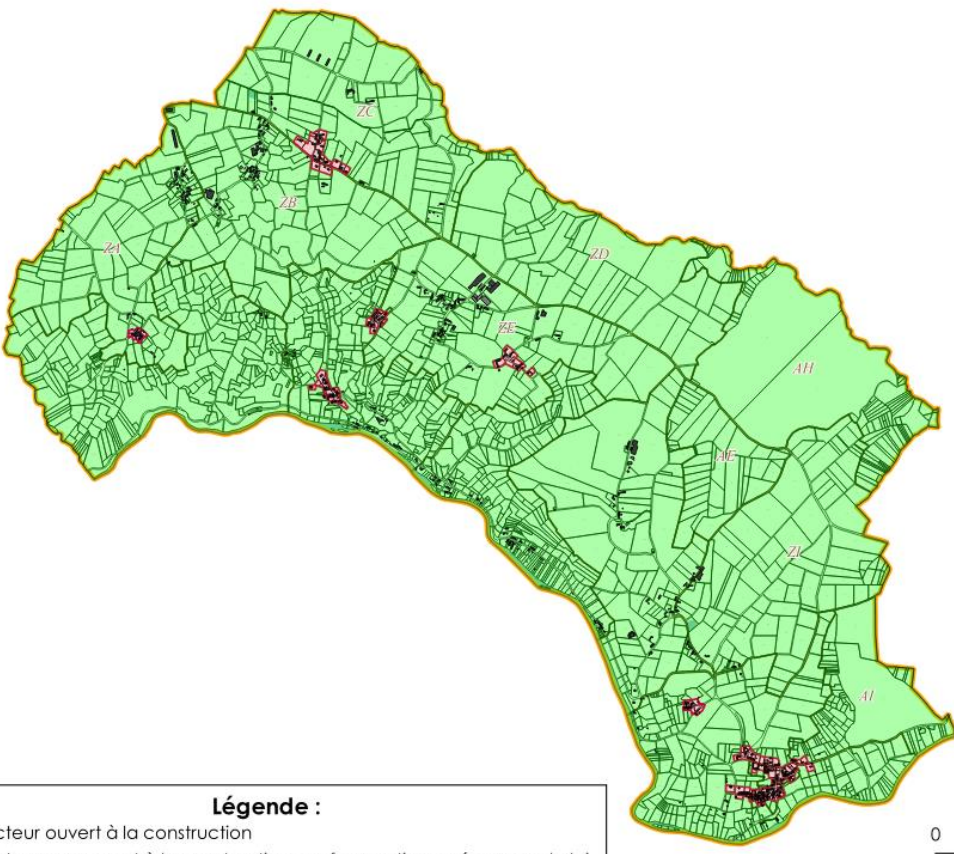
**En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale**

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Mairie de Chouvigny
SIRET/SIREN
21030078600014 / 210300786
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Le Bourg, 03450 Chouvigny / 09 62 13 88 85 / mairie.chouvignyl@wanadoo.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Michelle PARIS
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Hugo Dittiere
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
5 boulevard Saint-Exupéry, 58000 Nevers 06 31 68 47 50

<b>2. Identification de la carte communale</b>	
<b>2.1</b> Type de document concerné (carte communale, carte intercommunale)	
Carte communale	
<b>2.2</b> Intitulé du document	
Carte communale de la commune de Chouvigny	
<b>2.3</b> Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance de la carte communale	
Carte non approuvée	
<b>2.4</b> Territoire (commune(s) couvert par la carte communale	
Chouvigny	
<b>2.5</b> Secteurs du territoire concernés par la procédure d'élaboration ou de révision (matérialiser la localisation sur un document graphique)	
Ensemble de la commune :	
 <div data-bbox="159 1624 837 1713"> <p><b>Légende :</b></p> <p><span style="display: inline-block; width: 15px; height: 10px; background-color: pink; border: 1px solid black;"></span> Secteur ouvert à la construction</p> <p><span style="display: inline-block; width: 15px; height: 10px; background-color: lightgreen; border: 1px solid black;"></span> Secteur non ouvert à la construction, sauf exceptions prévues par la loi</p> </div>	

<b>3. Contexte de la planification</b>
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé en date du 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCOT Saint-Pourçain Sioule Limagne approuvé en date du 17 octobre 2022
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
Le SAGE Sioule, le SDAGE Loire-Bretagne, le PGRI Loire Bretagne, toutefois compte tenu de la présence d'un SCOT la carte communale ne justifie pas de la compatibilité de ces documents dans la partie « Justifications »
<b>3.2 Précédentes évaluations environnementales de la carte communale</b>
La carte communale a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
/
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
La procédure actuelle est une élaboration
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
/
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
/
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, la carte communale a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
/

<b>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</b>			
<b>4.1 Type de procédure (élaboration, révision) et fondement juridique</b>			
Elaboration de la carte communale, en application de l'article L163-8 du Code de l'urbanisme			
<b>4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par la carte communale</b>			
4.2.1 Population concernée par la carte communale, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)			
229 habitants en 2020			
4.2.2 Caractéristiques spatiales			
Superficie totale (en hectares)	1 333,7 ha		
Superficie par secteurs	Actuellement		
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	
Secteurs où les constructions sont autorisées	16,4 ha	1,2%	
Secteurs où les constructions ne sont pas admises	1317,4 ha	98,8%	
4.2.3 Le cas échéant, rappel des objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le document d'orientation et d'objectifs du SCoT			
Aucun, juste une limite de 40 logements sur la période 2020-2040			
<b>4.3 Caractéristiques de la procédure</b>			
4.3.1 Contenu et objectif poursuivi par la procédure			
Objectif de limiter le zonage aux espaces déjà urbanisés.			
4.3.2 La procédure a pour objet de <b>délimiter un nouveau secteur constructible</b> ou <b>d'étendre un secteur existant</b>			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, préciser sa localisation et sa superficie, l'augmentation attendue de la population			
4.3.3 La procédure a pour objet de réserver un secteur à <b>l'implantation d'activités</b>			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, préciser sa localisation, sa superficie et le type d'activité			

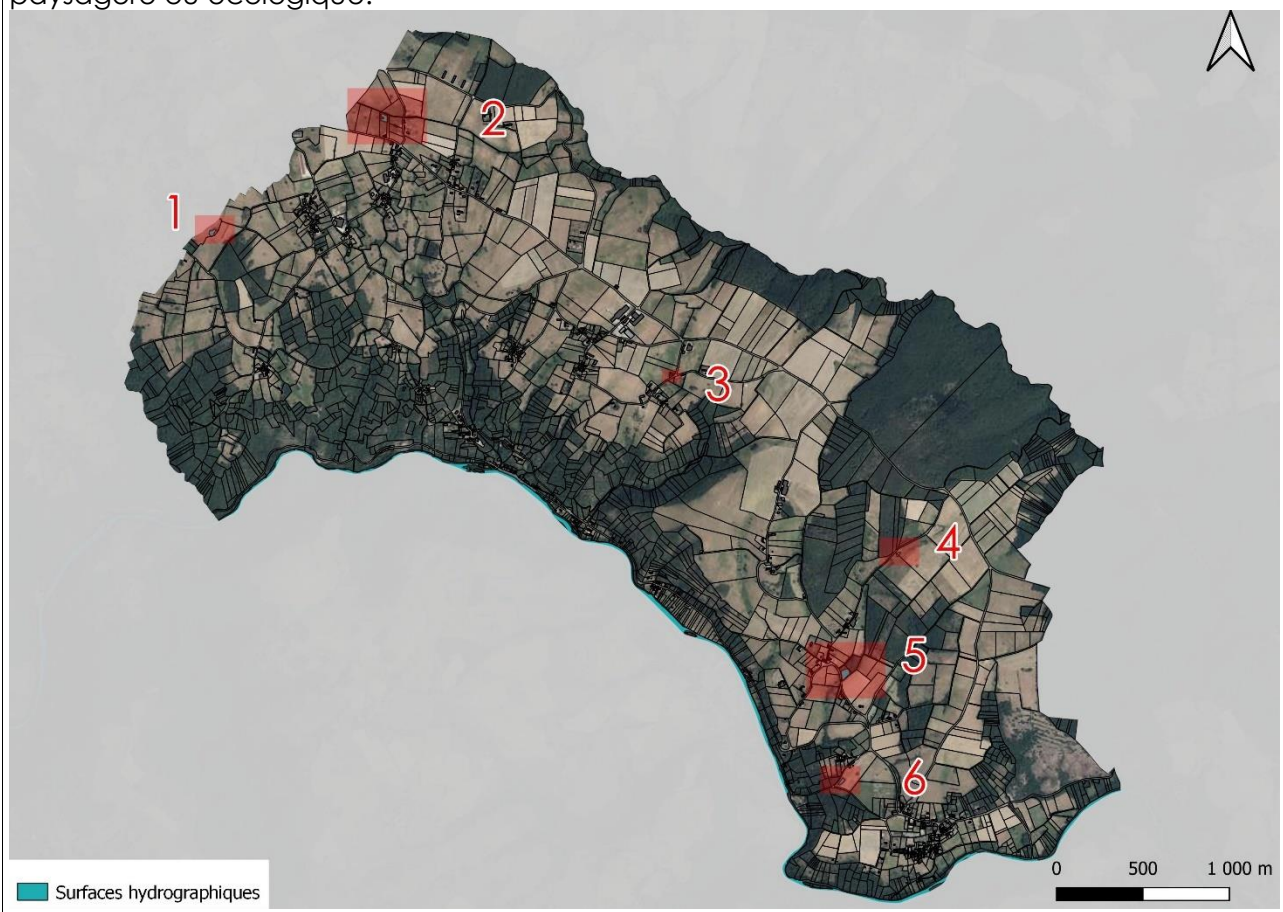
4.3.4 Pour les communes de montagne, la procédure a pour objet de **déroger** à la règle de **protection** des parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à 1 000 hectares, sur une distance de 300 mètres à compter de la rive

☒ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer le plan d'eau, sa localisation et la raison qui motive cette dérogation

Il a été décidé d'exclure l'ensemble des plans d'eau compte tenu de leur faible importance. Leur faible importance s'apprécie notamment du fait de leur faible surface (inférieure à 2200 m<sup>2</sup>) mais également du fait de leurs utilisations actuelles. En effet ces plans d'eau répondent avant tout à des usages agricoles (mares destinées à l'élevage) ou répondent à une nécessité de gestion des eaux pluviales (retenues). Ainsi ils ne répondent à aucune considération paysagère ou écologique.















4.3.5 La procédure a pour objet de **protéger** de nouveaux espaces naturels, agricoles ou



forestiers  <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les superficies et les localisations
4.3.6 La procédure a pour objet de délimiter un secteur dans lequel la <b>reconstruction à l'identique</b> d'un bâtiment détruit ou démoli n'est pas autorisée  <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser sa localisation et sa superficie
/
4.3.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales  <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
/

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 La carte communale est concernée par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La préservation des parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels de moins de 1000 hectares. Choix a été fait d'exclure les plans d'eau de la commune du champ de la protection.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-Zone Natura 2000 directive oiseaux « Gorges de la Sioule » -Zone Natura 2000 directive habitat « Gorges de la Sioule » -ZPS oiseaux « Gorges de la Sioule »
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

### Annexe III

l'environnement			
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Site classé : « Les gorges de la Sioule »</li> <li>- Site inscrit : « L'église et son cimetière »</li> </ul>
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Château de Chouvigny ; inscrit en date du 26/11/1990.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Identifiée au titre du SRCE Auvergne-Rhône-Alpes, comportant : -Des corridors écologiques diffus à



			préserver en Auvergne ; -Des cours d'eau à préserver ou à mettre en bon état -Des réservoirs de biodiversité à préserver ou à remettre en bon état -Réservoirs de biodiversité à préserver -Des régions naturelles -Des écopaysages
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF type II : Gorges de la Sioule ZNIEFF de type I : Gorges de Chouvigny
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-ENS de Péraclos
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :**

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La préservation des parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels de moins de 1000 hectares. Choix a été fait d'exclure les plans d'eau de la commune du champ de la protection.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour

			entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :</b>			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-Zone Natura 2000 directive oiseaux « Gorges de la Sioule » -Zone Natura 2000 directive habitat « Gorges de la Sioule » -ZPS oiseaux « Gorges de la Sioule »
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.



### Annexe III

du code de l'environnement			
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Site classé : « Les gorges de la Sioule »</li> <li>- Site inscrit : « L'église et son cimetière »</li> </ul>
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Château de Chouvigny ; inscrit en date du 26/11/1990.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Identifiée au titre du SRCE Auvergne-Rhône-Alpes, comportant : -Des corridors écologiques diffus à préserver en Auvergne ; -Des cours d'eau à préserver ou à mettre en bon état -Des réservoirs de biodiversité à préserver ou à remettre en bon état -Réservoirs de biodiversité à préserver -Des régions naturelles -Des écopaysages
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune compte deux ZNIEFF, une de type 1 et une de type 2.

D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-ENS de Péraclos
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?**

- ☐ Oui  
☒ Non

Si oui, précisez :

/

**6. Auto-évaluation**

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné – et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

*Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).*

**7. Autres procédures consultatives**

**7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées**

15/10/2024

**7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)**

Aucune autre consultation n'est envisagée

**7.3 Procédure de participation du public envisagée**

- enquête publique

- ☒ Oui  
☐ Non

- participation du public par voie électronique

- ☒ Oui



<input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
/
- autre, préciser les modalités
/

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier d'élaboration ou de révision de carte communale (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> )	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans la rubrique 2.3 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input checked="" type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
/		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(Personne publique responsable)			
Fait à	Chouvigny	le,	17/07/24
Nom	PARIS	Prénom	Michelle
Qualité	Maire de Chouvigny		
Signature		